

Résolution adoptée

Séance plénière du 13 novembre 2024

Les priorités du CESE pour la nouvelle *mandature européenne*

Déclaration du groupe de la CGT

La Commission Européenne pointe la progression des inégalités sociales et territoriales liées à la mise en concurrence des travailleurs, des territoires, des systèmes productifs et sociaux.

Le fonctionnement des institutions européennes loin des préoccupations des citoyens provoque leur méfiance vis-à-vis de l'Europe, alors que des décisions d'ampleur s'imposeront à la France.

Le résultat des élections américaines et la montée des populismes notamment en Europe doivent nous pousser à laisser de la place à la société civile pour construire avec elle le futur.

Pour la CGT, il est essentiel de porter les exigences des peuples en matière de paix, de respect de l'environnement, de réindustrialisation, de maintien et développement de services publics, de recherche et développement et en matière de droits humains et sociaux.

Les citoyens français ne se reconnaîtront pas dans une Europe qui fait fi de leurs droits élémentaires que sont l'accès au logement, l'alimentation, l'énergie, la santé et l'éducation.

Des politiques qui donnent la priorité au développement humain et soutiennent le pouvoir d'achat et la création d'emplois pour redonner du souffle au développement économique européen et français.

Il est temps d'adopter des politiques de progrès social et environnemental. Comme lors de l'élaboration du Pacte Vert, la voix de la France doit se faire entendre pour orienter les politiques européennes, avec l'appui des travaux du CESE.

Le prochain budget européen (cadre financier pluriannuel 2028-2035) sera ainsi une étape essentielle sur lequel le CESE devra être consulté.

Face au regain des tensions internationales et à la fragilisation des démocraties, nous partageons l'idée que le CESE avec les autres CESE européens impulse la démocratie sociale nécessaire à la construction d'un projet européen porteur d'espoir répondant aux besoins des peuples.

Les propositions faites par la Commission des relations internationales et européennes nous semblent donc importantes mais devront continuer à être travaillées.